

Procès-Verbal

Conseil Municipal de Saint-Antonin du Var

Installation du Conseil municipal

Séance extraordinaire du Samedi 21 mars 2026

Membres en exercice : 15

Date de convocation : 16 mars 2026

Membres présents : 12

Membres votants : 15

Présents : Damien GAUTHIER, Églantine ALLIOT, Antonio MARCO-PENA, Anne-Charlotte DALLÉE-COMBES, Jean-Marie MARCHAND, Stéphane BATTEUX, Justine BARBERO, Philippe BRAULT, Marie DE PASQUALE, Jean-Paul ESCAVABAJA, Marie-Sahra GIL, Lorry HANNE.

Absents/excusés : Frank HERAUD (pouvoir à Justine BARBERO), Véronique THIANT (pouvoir à Marie-Sahra GIL), Marie-Cécile ABBAS (pouvoir à Jean-Marie MARCHAND).

Secrétaire : Jean-Paul ESCAVABAJA

Monsieur Serge BALDECCHI, Maire sortant, accueille le nouveau Conseil municipal de Saint Antonin du Var, leur souhaite pleine réussite dans leurs mandats. Il passe ensuite la parole à Monsieur Antonio MARCO-PENA, Doyen de l'Assemblée.

Monsieur MARCO-PENA, Président de séance ouvre cette session extraordinaire du Conseil à 11h05.

Après vérification du quorum, M. le Doyen demande qui souhaite être secrétaire de séance. Monsieur Jean-Paul ESCAVABAJA se porte volontaire.

Il rappelle l'ordre du jour du Conseil municipal de cette séance :

- Election du Maire
- Détermination du nombre d'Adjoints au Maire
- Election des Adjoints au Maire
- Lecture de la charte de l' élu local
- Délégations du Conseil Municipal au Maire

Ces formalités accomplies, M. MARCO-PENA fait procéder à l'élection du Maire.

EXTRAITS DES DELIBERATIONS

N° 2026-05 : Élection du Maire

CONSIDERANT que le conseil municipal élit le maire parmi ses membres au scrutin secret et à la majorité absolue.

Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L2122-4 et L2122-7 ;

VU les résultats du scrutin relatif à l'élection du maire, tels que fixés au procès-verbal annexé à la présente délibération ;

Après le bon déroulé des opérations de vote, à l'issue du premier tour de scrutin :

- 13 suffrages exprimés pour Damien GAUTHIER ;
- 2 bulletins blancs ;

Le Conseil Municipal de St-Antonin du Var,

- **ELIT** Monsieur Damien GAUTHIER, maire de la commune de Saint Antonin du Var,
- **INSTALLE** Monsieur Damien GAUTHIER en qualité de maire de la commune de Saint Antonin du Var,
- **AUTORISE** Monsieur Damien GAUTHIER à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

A l'issue de l'élection, Monsieur Serge BALDECCHI donne l'écharpe de Maire à Monsieur Damien GAUTHIER, nouvellement élu.

Monsieur le Maire souhaite remercier les antonaises et antonais pour leur confiance qui l'honore. Il salue les 3 mandats de M. BALDECCHI pour la qualité du travail accompli. Il lui souhaite avec beaucoup de respect une bonne continuation.

Il remercie ensuite son équipe prête à s'investir pour la Commune avec une pensée particulière pour M. Frank HERAUD.

Il rappelle que son objectif est simple : « Faire avancer la Commune dans l'intérêt de tous, avec sérieux, respect et proximité. »

Monsieur Damien GAUTHIER, Maire, prend la présidence de séance et déroule les autres points à l'ordre du jour.

N° 2026-06 : Détermination du nombre d'Adjoints

VU l'article L2122-2 du code général des collectivités territoriales

Monsieur Damien GAUTHIER, le Maire, propose au conseil municipal de délibérer sur le nombre d'adjoints à élire, dans les limites autorisées, sachant que le nombre maximum d'adjoints ne peut pas excéder 30 % de l'effectif légal du conseil municipal, arrondi à l'entier inférieur.

L'effectif légal du conseil municipal de la commune de SAINT ANTONIN DU VAR étant de 15 membres, le nombre maximum d'adjoints au maire est de 4.

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé du Maire, et après en avoir délibéré, à l'unanimité

- **DECIDE** de fixer à 4, le nombre d'adjoint(e)s au maire,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

N° 2026-07 : Élection des Adjoints

CONSIDERANT les adjoints sont élus au scrutin de liste à la majorité absolue, sans panachage ni vote préférentiel.

CONSIDERANT que sur chacune des listes, l'écart entre le nombre des candidats de chaque sexe ne peut être supérieur à un.

CONSIDERANT que si, après deux tours de scrutin, aucune liste n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, les candidats de la liste ayant la moyenne d'âge la plus élevée sont élus.

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L2122-4 et L2122-7-2 ;

VU les résultats du scrutin relatif à l'élection des adjoints, tels que fixés au procès-verbal annexé à la présente délibération ;

Après le bon déroulé des opérations de vote et compte des résultats du scrutin, comptabilise :

A l'issue du premier tour de scrutin :

- 13 suffrages exprimés pour la liste suivante :
 - Églantine ALLIOT – 1^{ère} Adjointe,
 - Antonio MARCO-PENA – 2^{ème} Adjoint,
 - Anne-Charlotte DALLÉE-COMBES – 3^{ème} Adjointe
 - Jean-Marie MARCHAND – 4^{ème} Adjointe

Le Conseil Municipal de St-Antonin du Var,

- **ELIT** les élus ci-dessus désignés, adjoints de la commune de Saint Antonin du Var,
- **INSTALLE** lesdits élus aux places suivantes :
 - Églantine ALLIOT – 1^{ère} Adjointe,
 - Antonio MARCO-PENA – 2^{ème} Adjoint,
 - Anne-Charlotte DALLÉE-COMBES – 3^{ème} Adjointe
 - Jean-Marie MARCHAND – 4^{ème} Adjointe
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Monsieur le Maire ceint chacun de ses Adjoints de son écharpe d'adjoint.

Il fait lecture de la Charte de l'Élu local.

N° 2026-08 : Délégation du conseil municipal au Maire

Vu les articles L 2122-22 et L 2122-23 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Le Maire indique au Conseil Municipal qu'il est utile au bon fonctionnement de la mairie qu'un certain nombre de délégations lui soient données.

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé du Maire, et après en avoir délibéré, à l'unanimité

- **DONNE POUVOIR AU MAIRE** pour la durée de son mandat :
 - 1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales
 - 2° De fixer, dans la limite d'une durée de validité de 15 jours, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal, ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées ;
 - 3° De procéder, dans la limite d'un montant maximal de 400.000 €, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de

prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires, dans les conditions et les limites fixées ci-après :

Pour réaliser tout investissement et dans la limite des sommes inscrites chaque année au budget, le maire reçoit délégation aux fins de contracter tout emprunt à court, moyen et long terme, à Taux Effectif Global (TEG) compatible avec les dispositions légales et réglementaires applicables, en cette matière, pouvant comporter un différé d'amortissement et de passer à cet effet les actes nécessaires.

Le contrat de prêt pourra comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-après :

- La faculté de passer du taux variable au taux fixe ou du taux fixe au taux variable,
- La faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- Des droits de tirage échelonnés dans le temps avec la faculté de remboursement anticipé et/ou consolidation,
- La possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
- La faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement,
- La faculté de modifier la devise.

Par ailleurs, Monsieur le Maire pourra à son initiative exercer les options prévues dans le contrat de prêt et conclure tout avenant destiné à introduire, dans le contrat initial, une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessus.

Monsieur le Maire pourra, de plus, dans le cadre de réaménagement et/ou de renégociation de la dette :

- Rembourser par anticipation des emprunts conformément aux dispositions contractuelles du prêt quitté soit à l'échéance soit hors échéance,
- Refinancer les prêts quittés avec un montant à refinancer égal au plus du capital restant dû à la date de la renégociation majorée de l'éventuelle indemnité compensatrice due au titre du remboursement anticipé,
- Modifier les dates d'échéances et/ou la périodicité des emprunts quittés,
- Passer de taux fixes en taux révisables ou variables et vice versa,
- Modifier le profil d'amortissement de la dette,
- Regrouper des lignes de prêts en un seul emprunt pour faciliter la gestion de la dette,
- Et plus généralement, décider de toutes opérations financières utiles à la gestion des emprunts. A cet effet, la durée de certains emprunts pourra être rallongée ou raccourcie.

Monsieur le Maire pourra par ailleurs, réaliser toute opération de couverture des risques de taux et/ou de change ;

4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

6° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

7° De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

8° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

9° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

10° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

11° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;

12° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

13° De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

14° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

15° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 211-2 ou au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code dans les zones U et AU du PLU et pour les transactions d'un montant n'excédant pas 100.000 € ;

16° D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans toutes les catégories de contentieux et auprès de toutes les juridictions, et de transiger avec les tiers dans la limite de 1.000 € ;

17° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite de 10.000 € ;

18° De donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

19° De signer la convention prévue par l'avant-dernier alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

20° De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 400.000 € ;

21° D'exercer ou de déléguer, en application de l'article L. 214-1-1 du code de l'urbanisme, au nom de la commune et pour un montant n'excédant pas 100.000 €, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du même code ;

22° D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 à L. 240-3 du code de l'urbanisme ou de déléguer l'exercice de ce droit en application des mêmes articles, pour un montant n'excédant pas 50.000 € ;

23° De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune ;

24° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

25° D'exercer, au nom de la commune, le droit d'expropriation pour cause d'utilité publique prévu au troisième alinéa de l'article L. 151-37 du code rural et de la pêche maritime en vue de l'exécution des travaux nécessaires à la constitution d'aires intermédiaires de stockage de bois dans les zones de montagne ;

26° De demander à tout organisme financeur, pour un montant n'excédant pas 200.000 €, l'attribution de subventions ;

27° De procéder, pour tout type de projet et sur l'ensemble du territoire communal, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;

28° D'exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation ;

29° D'ouvrir et d'organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L. 123-19 du code de l'environnement.

30° D'admettre en non-valeur les titres de recettes, ou certaines catégories d'entre eux, présentés par le comptable public, chacun de ces titres correspondant à une créance irrécouvrable d'un montant inférieur à un seuil fixé par délibération du conseil municipal, qui ne peut être supérieur à un seuil fixé par décret.

Ce même décret précise les modalités suivant lesquelles le maire rend compte au conseil municipal de l'exercice de cette délégation (3) ;

31° D'autoriser les mandats spéciaux que les membres du conseil municipal peuvent être amenés à exercer dans le cadre de leurs fonctions, ainsi que le remboursement des frais afférents prévus à l'article L 2123-18 du CGCT.

Les délégations consenties en application du 3° du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du conseil municipal.

- **PRECISE** que l'exercice de la suppléance est prévu pour l'ensemble de ces délégations d'attributions :
 - en cas de subdélégation de ces attributions par le Maire à l'un ou l'autre de ses Adjoints ;
 - en cas de mise en œuvre de l'article L.2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Tour de table

M. Philippe BRAULT, conseiller municipal, félicite M. GAUTHIER pour sa victoire.

Il est heureux de voir le public venu nombreux et espère que cet élan se diffusera dans les associations.

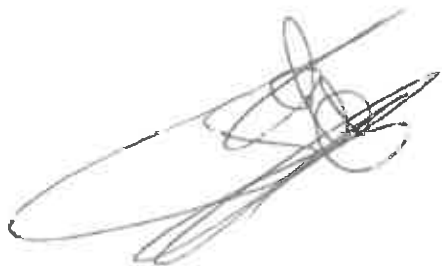
Il explique qu'il sera toujours un interlocuteur disponible pour les personnes qui souhaiteraient faire appel à lui pour porter les demandes à Monsieur le Maire.

Il demande la date du prochain Conseil municipal et le mode de fonctionnement que souhaite adopter M. le Maire à la tête de la Commune.

Monsieur le Maire répond qu'une date sera fixée prochainement et qu'il s'est déjà organisé avec son employeur pour travailler à mi-temps.

Levée de la séance à 11h37.

M. Jean-Paul ESCAVABAJA
Secrétaire de séance



M. Damien GAUTHIER
Maire

